

été érigées. Quel que soit le jugement de l'historiographie future, Mirrit Boutros Ghali a su nous aider à comprendre un des hommes à la fois les plus illustres et les plus méconnus de l'histoire contemporaine de l'Egypte.

Robert ILBERT
(Université de Provence)

Salāḥ Ḥaṣā, *al-Tawrat al-urābiyya*. Le Caire, 1982. 504 p.

Ce livre, comme celui de Bišrī sur les Musulmans et les Coptes dans le mouvement national⁽¹⁾, est né du choc de la défaite égyptienne de 1967. Mais tandis que Bišrī remettait finalement en cause sa méthode marxisante d'interprétation de l'histoire, ici l'auteur reste dans le cadre et les limites de cette méthode. Publié une première fois au début des années 1970, cet ouvrage a été réédité pour le centenaire de la révolution 'urābiste. L'analyse historiographique en est le propos central. L'auteur, qui estime que la révolution 'urābiste est le deuxième moment de l'affirmation politique de la bourgeoisie nationale égyptienne (le premier étant la résistance à l'Expédition française et le troisième la révolution de 1919), distingue trois écoles historiographiques sur le sujet : l'impérialiste écrite par les étrangers interventionnistes comme Cromer; la nationaliste bourgeoise qui affirme le rôle positif ou négatif des individus dans l'histoire et dont le plus grand exemple est al-Raſī; la socialiste scientifique dont cet ouvrage se veut être un modèle.

En fait, la référence critique concerne essentiellement l'école nationaliste qui fait porter au mouvement 'urābiste la responsabilité d'avoir provoqué l'occupation britannique et d'avoir rompu l'unité nationale en opposant les Egyptiens de souche aux Turco-Circassiens. Le grand reproche fait à cette école est de ne pas voir les aspects sociaux de la question.

L'interprétation ici proposée est que la révolution 'urābiste est la réaction d'un ensemble de couches sociales égyptiennes à la pénétration impérialiste européenne en Egypte, cette action de défense du marché national ne pouvant se faire qu'avec l'appel à la démocratie.

La pénétration européenne débute vers 1840 et s'accélère sous Ismā'īl, culminant avec le ministère étranger de Nūbār. Ismā'īl en est le grand responsable mais c'est sa résistance finale qui, en rendant impossible l'occupation pacifique, le réhabilite pour l'histoire égyptienne.

L'auteur examine ensuite la carte sociale de la révolution. Elle est très complexe avec de nombreuses contradictions : un clivage dans l'élite au pouvoir entre Egyptiens de souche et Turco-Circassiens, un despotisme khédivial auquel s'oppose une partie des grands propriétaires turco-circassiens prêts à s'allier momentanément avec l'élite égyptienne contre le Khédive, une armée où le gouffre entre les deux éléments de l'élite est le plus important, une crise sociale de la bourgeoisie rurale après la fin du boom du coton, une action des intellectuels souvent d'origine rurale comme les azhariens et les petits fonctionnaires hostiles aux étrangers, une idéologie islamique renforcée par l'enseignement d'Afgānī. S'il existe déjà un jeu politique triangulaire entre le mouvement national en gestation, le Palais et l'impérialisme, l'opposition aux étrangers permet momentanément d'unir les forces sociales égyptiennes contradictoires.

⁽¹⁾ Cf. *Bulletin Critique* n° 2 (1985), p. 353.

L'auteur ici néglige complètement le jeu politique et les visées réelles de personnages comme Nūbār et Riaz (Riyāḍ) que Schölich a mis en valeur dans son livre paru à la même époque que celui qui nous intéresse ici. L'opposition entre Egyptiens et Turco-Circassiens entre 1878 et 1881 est donc minimisée par rapport à l'interprétation de l'historien allemand.

Le climat intellectuel de la révolution est marqué par trois grands courants de pensée issus de l'expérience du siècle : le libéral qui recherche une renaissance modernisatrice souvent avec l'aide du pouvoir, et qui insiste sur une réforme progressive par l'éducation; l'islamico-libérateur essentiellement politique, dont le but est de faire l'union de tous les musulmans contre l'impérialisme; le nationaliste, qui s'inspire des deux autres mais qui est beaucoup plus radical.

On retrouve des thèmes communs à ces trois courants comme la liberté opposée au despotisme qui doit aboutir au constitutionnalisme, c'est-à-dire à l'établissement de relations juridiques garantissant la sécurité des individus par rapport au pouvoir. La génération de 1882 est passée ainsi à l'impersonnalisation du pouvoir : le « maître » a été remplacé par l'« Etat ».

Le nationalisme égyptien se pose également dans le panislamisme qui est aussi dans une certaine mesure une stratégie politique face à l'Europe conquérante. En fait l'égyptianisme est essentiel, mais, pour l'auteur, la bourgeoisie égyptienne est en situation de retard idéologique sur la bourgeoisie européenne malgré la pénétration de certaines idées révolutionnaires européennes.

Ce cadre social et intellectuel ainsi posé, l'auteur étudie la révolution en elle-même. Il n'y a pas de vrais partis politiques, plutôt des clubs. L'armée deviendra progressivement la seule force organisée, point de ralliement obligé pour les autres groupes. Si la propagande écrite, en particulier par les journaux, est importante, ce sont les thèmes religieux qui sont utilisés pour soulever les masses.

Une grande partie de la lutte se situe à l'intérieur de l'appareil d'Etat, notamment avec l'émergence de l'armée comme enjeu et acteur essentiel de la politique.

Le programme libéral sur le plan juridique, s'il est affirmé en 1882, ne sera pas entraîné dans l'échec : il se réalisera progressivement dans les décennies suivantes. La démocratie sociale, par contre, n'est pas encore à l'ordre du jour.

L'histoire même de la révolution se caractérise par la constitution d'un front révolutionnaire entre groupes sociaux aux intérêts contradictoires, puis par la désintégration de ce front en raison du développement rapide des contradictions sociales et politiques.

Le régime économique capitaliste est admis par tous, l'enjeu véritable est le contrôle de l'économie par les Egyptiens ou par les étrangers. L'aristocratie foncière n'est entrée dans la révolution que pour défendre sa participation au pouvoir. Šarif en est le représentant. Finalement, elle se ralliera au Khédive qui a essayé un moment de s'opposer à l'ingérence étrangère. 'Urābī en 1882 cherchera encore une entente avec les grands propriétaires. Les Bédouins constituent aussi une menace politique en raison de leur armement. Mais les révolutionnaires refusent de se tourner réellement vers les masses et ne songent pas à les organiser, d'où la faiblesse permanente du mouvement.

Le front révolutionnaire s'est formé en 1879 contre Nūbār : il regroupe alors toutes les forces politiques égyptiennes, l'aristocratie foncière constitutionnaliste, le Khédive, la bourgeoisie rurale, les intellectuels civils et religieux, les militaires. Progressivement le Khédive, puis l'aristocratie s'opposent au mouvement qui se radicalise sous la direction des éléments égyptiens de

l'armée. En 1882, il prend une tonalité religieuse avec l'action des Ulémas contre le Khédive, mais cette prise de position restera essentiellement verbale. La responsabilité de l'échec final repose plus sur la faiblesse générale de la révolution bourgeoise que sur la personne de 'Urābī qui en est l'expression. Outre une absence d'action véritable sur les masses, le mouvement manque de direction scientifique.

On voit donc bien combien cette analyse plutôt thématique de la révolution 'urābiste appartient à l'école historique marxisante de l'époque nassérienne. Bien évidemment l'auteur ne va pas jusqu'au bout de cette pensée, car il lui aurait fallu admettre alors que le sens de l'histoire appartient encore à ce moment à la bourgeoisie européenne.

Ce qu'il y a de plus critiquable ici consiste dans une application un peu mécanique de la théorie posant l'existence d'une bourgeoisie nationale dès cette époque. La réalité sociale et économique de l'Egypte est alors rurale dans sa plus grande part et les classes moyennes égyptiennes sont directement liées au monde des campagnes, comme d'ailleurs l'auteur le note.

La question essentielle est celle de l'action des masses populaires durant cette période. Le contraste est net avec 1798-1801 où les campagnes égyptiennes, sous l'impulsion des élites locales et au nom de la défense de l'Islam, ont été le plus souvent en dissidence par rapport à l'occupation française. On ne trouve rien de tel en 1882. A la fin du XVIII^e siècle, la société égyptienne est essentiellement décentralisée et le polycentrisme est la règle. C'est la constitution de l'Etat égyptien à travers le siècle qui, tout en créant l'identité nationale égyptienne, rend le pays de plus en plus vulnérable à l'ingérence étrangère en raison de la concentration du pouvoir en un lieu unique. Dès lors, comme le note Ṣalāḥ 'Isā, tout se passe à l'intérieur de l'appareil d'Etat. La nouvelle société civile en est l'émanation, et même si elle adopte en 1882 un langage islamique, la réalité sociale fait qu'il ne peut plus être aussi opératoire qu'en 1798-1801.

Il ne s'agit pas d'une absence de direction scientifique, car dans ce cas les élites de 1798-1801 auraient été bien plus « scientifiques » que celles de 1882, mais du prix à payer pour la constitution de l'Etat unitaire égyptien et pour la destruction de l'ancienne société civile islamique.

Cet ouvrage est donc un élément essentiel de la bibliographie sur la révolution 'urābiste à utiliser en compagnie de celui de Schölich. Même si on peut trouver que certains parallélismes avec l'Occident sont un peu forcés, de nombreuses analyses de l'auteur apportent beaucoup à la compréhension de l'Egypte de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Henry LAURENS
(Université de Paris-Sorbonne)

Tal'at Ismā'il RAMADĀN, *Muhammad Šarīf Bāšā wa-dawruhu fī 'l-siyāsa al-miṣriyya*. Le Caire, s.d. (1983?). 368 p.

Ce livre, à l'origine une thèse de doctorat, s'appuie sur un important dépouillement d'archives comme il est de règle actuellement chez les chercheurs égyptiens. C'est une biographie thématique de la vie de Šarīf, le représentant exemplaire du groupe turco-circassien qui s'estimait être le maître naturel de l'Egypte du XIX^e siècle.